DIPLOMATIE GD

DIPLOMATIE

AFFAIRES STRATÉGIQUES ET RELATIONS INTERNATIONALES

AOÛT-SEPTEMBRE 2019

LES GRANDS DOSSIERS N°52

Géopolitique mondiale de la CRIMINALITÉ

Mafias, narcotrafiquants, hackers

Afghanistan • Bulgarie • Mexique • Sahel • Corée du Nord
Vénézuéla • Guinée-Bissau • Nigéria • Italie...

Retrouvez-nous sur Areion24.news

L 17569 - 52 - F: 10,95 € - RD

SOMMAIRE

LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE N° 52

GÉOPOLITIQUE DE LA CRIMINALITÉ

GÉOPOLITIQ

Edito . . . . . p. 3

POUVOIR, CRIMINALITÉ ET CORRUPTION . . . . . p. 6

ENTRETIEN Collusion État/mafia : comment la démocratie, le capitalisme et la corruption favorisent-ils les liens politico-criminels ? . . . . . p. 8

ENTRETIEN La Bulgarie, entre économie de réseau et corruption . . . p. 13

FOCUS La souveraineté criminelle de la Corée du Nord . . . . . p. 16

ANALYSE Pouvoir d'État et domination criminelle au Mexique . . . . . p. 18

PORTFOLIO Le Vénézuela : une narco-dictature ? . . . . . p. 23

ANALYSE Opium, héroïne, trafic de drogues : comprendre autrement le chaos afghan . . . . . p. 24

FOCUS Daech : un « proto-État » basé sur une économie criminelle ? . . . . . p. 28

ENTRETIEN L'espace sahélo-saharien, un espace gangréné par la criminalité et la corruption ? . . . . . p. 30

FOCUS La Guinée-Bissau : premier narco-État d'Afrique ? . . . . . p. 36

TRAFICS . . . . . p. 38

ANALYSE Trafic de drogue : enjeux et évolutions d'un phénomène globalisé . . . . . p. 40

FOCUS La drogue de synthèse nigériane, une menace grandissante pour l'Afrique et le monde . . . . . p. 44

ANALYSE Contrefaçon crapuleuse : une mainmise du crime organisé sur le commerce mondial . . . . . p. 47

PORTFOLIO La contrefaçon de médicaments : une activité plus lucrative que le trafic de drogue . . . . . p. 51

UE DE LA CRIMINALITÉ

ANALYSE Enjeux du trafic d'armes : l'Afrique de l'Ouest dans la tourmente . . . . . p. 52

ENTRETIEN Esclavage, trafic sexuel, migrants, travail forcé : lorsque l'humain est au cœur du trafic . . . . . p. 56

FOCUS Le trafic de biens culturels, un marché noir très lucratif . . . . p. 60

FOCUS Face aux destructions et trafics d'art par les groupes terroristes : l'arme du droit international . . . . . p. 61

TECHNOLOGIES ET CRIMINALITÉ . . . . . p. 64

ANALYSE Le « *darkweb* » : sans foi ni loi, vraiment ? . . . . . p. 66

ANALYSE Cybercriminalité : le choix des armes . . . . . p. 70

PORTFOLIO Les rançongiciels : le fléau du racket numérique . . . . . p. 75

ANALYSE Lutte anti-blanchiment et nouvelles technologies : le jeu du chat et de la souris . . . . . p. 77

ENVIRONNEMENT ET CRIMINALITÉ . . . . . p. 80

ENTRETIEN Les espèces sauvages : un trafic qui bat des records . . . . p. 82

ANALYSE Le trafic international de matières premières, un fléau qui ravage le continent africain. . . . . p. 85

PORTFOLIO Le trafic de pétrole au Nigéria : une gangrène persistante. . . . . p. 89

ENTRETIEN Le trafic de déchets électroniques, un fléau exponentiel . . . . . p. 90

PORTFOLIO Naples : le trafic de déchets, un business mafieux. . . . . p. 95

Lectures . . . . . p. 96

Daech : un « proto-État » basé sur une *économie criminelle* ?

Par **Alain Rodier**, directeur de recherche au Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R).

Depuis sa création officielle en 2013/2014, Daech a toujours cherché à fonctionner sur fonds propres pour ne pas dépendre des « généreux donateurs » si souvent cités par les médias. L'organisation salafiste-djihadiste n'a pas réellement innové car, avant elle, Al-Qaïda « canal historique » avait aussi basé une partie de ses revenus sur des profits criminels. Ils provenaient en particulier de la production de la culture du pavot en zone afghano-pakistanaise (AfPak), de différents trafics dans le Sahel (on se rappelle de Mokhtar Belmokhtar, ce djihadiste de la première heure surnommé « Mister Marlboro » par les services algériens), des enlèvements contre rançons et du racket des populations comme cela était pratiqué en Irak du Nord par la branche locale de la nébuleuse, Al-Qaïda en Irak (AQI), emmenée par Abou Moussab al-Zarqaoui. À la mort de ce dernier, en 2006, Abou Omar al-Baghdadi a pris sa succession et fondé l'« État islamique d'Irak » (EII) dont il est devenu l'émir. Les bénéfices des activités criminelles se comptaient à l'époque en dizaines de millions de dollars par mois.
Mais après la mort de l'émir de l'EII, en 2010, son successeur, Abou Bakr al-Baghdadi, est allé beaucoup plus loin dans les activités qui peuvent être considérées comme à caractère mafieux en étendant considérablement le champ opératoire de son organisation. À partir de 2014, il a eu à sa disposition les moyens du « califat », qu'il a bâti à cheval sur la Syrie et l'Irak, pour développer tout ce qui pouvait rapporter espèces sonnantes et trébuchantes.

Les dépenses de Daech

Il fallait bien faire fonctionner ce « proto-État », payer ses combattants et ses « fonctionnaires » et surtout assurer la vie des populations (de 6 à 8 millions de personnes) qui étaient tombées sous sa coupe. Daech s'est aussi appliqué à pratiquer la *zakat* (l'aumône), le troisième pilier de l'islam, pour s'attirer la sympathie des populations sunnites les plus démunies. Tout cela coûtait fort cher. En 2015, des experts américains estimaient les dépenses du califat à environ 80 millions de dollars par mois. Al-Baghdadi avait développé une structure étatique très inspirée du modèle soviétique avec toutes les lourdeurs administratives inhérentes (1) et il fallait bien faire fonctionner cette véritable usine à gaz. Toutefois, les attentats lancés à l'étranger se sont révélés particulièrement économiques. Selon le Centre d'analyse du terrorisme (CAT), ceux de novembre 2015 à Paris n'auraient pas coûté plus de 82 000 euros ! Bien sûr, les actions lancées à l'initiative d'individus n'ayant pas de lien direct avec Daech ne coûtent rien à l'organisation.

Les rentrées d'argent du califat

Après les apports importants dus au pillage des banques des villes conquises, particulièrement de Mossoul (un milliard de dollars saisis en mars 2013), la première source de revenus était alors le *khoms*, qui peut être comparé à l'impôt. Mais dans le cas de Daech, tout étant taxé (les habitants, l'agriculture, les transports, les mouvements de personnes, *etc*) cela pouvait surtout être qualifié de racket (2). Les amendes imposées par la police religieuse pour non-respect de règles islamiques apportaient également des fonds.
Daech a aussi exploité ce qui peut être qualifié de trafics. Ainsi, l'arrivée des volontaires étrangers avait un prix et leur départ — quand il était autorisé — aussi (1000 dollars). Les femmes et les enfants capturés étaient réduits en esclavage et vendus sur des marchés très prisés des combattants étrangers car ils pouvaient ainsi librement assouvir leurs passions sexuelles en s'offrant une ou plusieurs maîtresses, voire des enfants dans la mesure où ils avaient les fonds nécessaires (parfois envoyés par leurs familles qui ne connaissaient pas la destination de cet argent) (3). Moins connus sont les trafics de contrefaçons, de fausses devises et de faux médicaments...
Toutes les richesses des terrains conquis étaient exploitées, en particulier les hydrocarbures et les antiquités récupérées sur des sites ou dans des musées archéologiques (4).
Enfin et peut-être surtout, Daech s'est servi (et se sert encore) du Net comme aucune autre organisation terroriste ne l'avait fait auparavant. Si officiellement Daech s'oppose à la modernité du monde occidental, l'accusant d'être amoral, décadent et injuste, il ne rechigne guère à utiliser ce moyen technique venu de ces sociétés qu'il hait tant. Son premier objectif dans l'utilisation du Net a été la propagande qui a prodigieusement réussi puisque ce mouvement salafiste-djihadiste a reçu un écho planétaire.

Photo ci-dessous : Champ de pétrole situé au sud d'Hawija, dans la province pétrolifère de Kirkouk, incendié par les soldats de Daech qui fuyaient l'offensive du gouvernement irakien. Les puits de pétrole ont constitué une cible prioritaire pour la Coalition, du fait de leur rôle majeur dans le financement de l'organisation État islamique. (© AFP/Ahmad Al-Rubaye)

Pour cela, il a employé le phénomène d'attraction-répulsion. Les vidéos d'assassinats tournées par Daech sont à rapprocher de celles produites depuis des années par des cartels de la drogue mexicains mais ces derniers ne les utilisent que pour établir leur autorité à domicile. Internet a également fourni un excellent moyen de communication aux responsables terroristes qui ont pu ainsi joindre leurs sympathisants de par le monde (5). Enfin, Daech a fait du Net une arme pour que quelques hackers particulièrement doués ayant épousé la cause se livrent à des opérations frauduleuses relevant du cybercrime.

Un commerce basé sur des réseaux criminels

En matière de commerce, l'enjeu a consisté pour Daech à trouver des clients et des intermédiaires intéressés par des prix plus bas que ceux du marché.
Dans le cas du pétrole, ce dernier était commercialisé aux alentours de 20 dollars le baril. Bien que les détails soient toujours restés opaques, il semble que le régime syrien, faute de mieux, se fournissait largement en hydrocarbures auprès de Daech. En Irak, ce seraient les Kurdes qui auraient fait de même, sauf que le pétrole n'était pas majoritairement destiné à leur consommation personnelle mais à l'exportation vers la Turquie voisine via des réseaux tenus par des mafias turco-kurdes considérées comme très performantes — et proches de l'extrême-droite — (une des figures controversées du crime organisé turc est Sedat Peker, qui se revendique de l'héritage des « Loups gris »). Son importante diaspora lui fournit des réseaux dans toute l'Europe occidentale.
Ces mafias auraient aussi joué un grand rôle dans la contrebande circulant vers la Syrie. Ce n'était pas une nouveauté, puisqu'elle avait toujours été un acteur traditionnel de la région entre la Turquie et ses voisins limitrophes du Sud-Est. Vers la Syrie passaient des armes, des véhicules, des volontaires et des biens de première nécessité (mais aussi de l'électronique grand public au point que le Nord de la Syrie tenu par les rebelles a été un temps surnommé le « Club Med du Djihad »), dans l'autre sens, le pétrole, les antiquités et tout ce qui avait pu être volé sur place.

2016 : la fin d'un système et le début d'un autre

Toutefois, la période faste du califat s'est estompée à partir de 2016 avec la fermeture progressive de la frontière par l'armée turque accompagnée des coups de boutoir de l'opération « *Inherent Resolve* » déclenchée en juin 2014 par Washington.
Daech est progressivement passé dans la clandestinité, mais de manière organisée, Al-Baghdadi s'étant bien rendu compte qu'il ne pourrait tenir indéfiniment contre les 14 pays de la coalition internationale plus la Russie (à partir de septembre 2015) et l'Iran — sans compter les forces gouvernementales irakiennes et syriennes.
L'important magot accumulé au cours des années passées a ainsi été soigneusement réparti et caché de manière à pouvoir être utilisé au moment opportun.
Les activistes n'ont plus été payés par un « pouvoir central », jouant sur des implantations beaucoup plus locales qui devaient s'efforcer de s'autofinancer. Toutefois, des « courriers » ont été signalés à plusieurs reprises apportant avec eux de l'argent liquide destiné à aider des cellules particulièrement isolées. Mais aujourd'hui, les transferts d'argent se font généralement par des moyens plus rapides et sécurisés comme les cartes bancaires prépayées rechargeables. Parfois, il a aussi été fait appel à des sociétés de transfert d'argent comme lors des attentats du 13 novembre 2015 à Paris.
Les provinces extérieures ont donc pris de l'importance et redoublé d'efforts pour s'autofinancer. Le cas du Nigéria, couvert par la wilayat de l'Afrique de l'Ouest, qui engloberait désormais l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) (6) est révélateur. Preuve de l'accroissement de Daech sur le continent africain, une nouvelle province baptisée la wilayat d'Afrique centrale, couvrant la République démocratique du Congo, est apparue au printemps 2019. Les principaux trafics des organisations criminelles transnationales (OCT) — dont le Nigéria est une pépinière — qui traversent le continent africain sont ceux de la drogue (7), des êtres humains, des hydrocarbures, des matières premières, des pierres précieuses, des espèces protégées... D'autres trafics ont une destination locale, ce sont ceux des armes, des véhicules, du pétrole et de biens de première nécessité.
Tout le monde participe, d'une manière plus ou moins importante, à ces activités prélevant au passage un pourcentage. Les groupes dépendant de Daech (et d'Al-Qaïda) n'échappent donc pas à la règle, même s'ils ne font qu'assurer la sécurité de tronçons de trajets en coopération avec les chefs locaux. Il est à noter que si partout Daech est en opposition avec Al-Qaïda, cela ne semble pas être le cas au Sahel. Cela s'explique peut-être par l'immensité des territoires, qui fait qu'il y a de la place pour tout le monde. Le point de passage privilégié reste la Libye, dont la situation chaotique favorise les activités criminelles [voir p. 28].

Photo ci-dessus : Pêcheurs irakiens. Entre 2015 et 2016, plus de 400 fermes piscicoles — légales ou illégales — ont été identifiées comme liées à l'État islamique et démantelées. Ce business aurait généré d'importants profits pour Daech. Si certaines fermes étaient financées directement par l'argent de l'organisation terroriste, d'autres parvenaient à des particuliers victimes de racket. (© Shutterstock/Eng. Bilal Izaddin)

Une alliance de circonstance avec les organisations criminelles européennes ?

Jusqu'à présent, les autorités sont restées très discrètes concernant l'implication des OCT européennes, qui sont situées en « bout de chaîne » de ces trafics. Un réseau liant des imams, dont celui d'Olbia en Sardaigne et de Brescia en Lombardie, au crime organisé a bien été mis au jour en avril 2015. Il gérait l'arrivée de migrants afghans et pakistanais vers l'Italie puis vers l'Europe du Nord. En Italie, des entrepreneurs complices fournissaient de faux contrats de travail ou de faux certificats permettant aux clandestins de régulariser leur situation. Ce n'est certainement que la partie émergée de l'iceberg, les OCT européennes (mafias italiennes, albanaises, turco-kurdes, groupes criminels des ex-pays de l'Est, irlandais, etc.) étant très puissantes et entretenant de bons rapports avec leurs homologues étrangers.
Toutefois, la plupart des criminologues s'accordent à dire que les OCT et Daech sont de « parfaits étrangers dont les intérêts (ponctuels) se croisent parfois ». Au fond, en dehors des mafias turco-kurdes, les autres ne veulent pas que les autorités les soupçonnent de liens réguliers entretenus avec les salafistes-djihadistes. En effet, la bonne marche des « affaires » impose de la discrétion. Les OCT ne souhaitent pas que les services de renseignement et de police du monde entier s'intéressent de trop près à elles. Il peut y avoir une convergence d'intérêts momentanée et ponctuelle, mais il n'existe aucune stratégie commune entre ces deux mondes, qui sont également différents sur le plan des idées politico-religieuses.

Alain Rodier

Notes

(1) Ce qui a constitué une source de renseignements précieuse pour les services lorsque des archives ont été saisies. De nombreux djihadistes étrangers qui avaient rejoint la Syrie ont ainsi pu être identifiés.

(2) Même en dehors du califat, des personnalités et des entreprises étaient rackettées pour ne pas être l'objet d'attaques : une sorte d'« assurance » très prisée des organisations criminelles. Les cibles prioritaires étaient les gens du Livre (les juifs et les chrétiens), qui devaient s'acquitter de la *djizya* ou être assassinés.

(3) Selon un document attribué à Daech et authentifié par l'ONU, après avoir été proposées à prix d'or à de riches acheteurs du Moyen-Orient, les filles yézidies ou chrétiennes entre 1 et 9 ans étaient proposées aux combattants ordinaires pour 150 euros, entre 10 et 20 ans à 110 euros, entre 40 et 50 ans, moins de 40 euros... (Cf. Olivier Bories, « La sinistre liste de prix des esclaves de Daech », *Le Point*, 7/08/2015).

(4) Ces trafics ont aussi lieu dans des provinces extérieures comme en Libye et en Égypte.

(5) L'application *Telegram* a été utilisée à de multiples reprises pour sa messagerie cryptée.

(6) L'EIGS est apparu en 2015 après avoir quitté la katibat Al-Mourabitoune. Al-Baghdadi a accepté l'allégeance un an et demi plus tard. Le Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (GSIM) est une coalition formée en 2017 entre Ansar Dine, la province sud d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), et les katibats Macina et Al-Mourabitoune.

(7) L'Afrique est le carrefour de la cocaïne qui vient d'Amérique latine (par la côte Ouest) et de l'héroïne d'Afghanistan et du Triangle d'Or en Extrême-Orient (par la côte Est).